



Édito

Les mesures du dernier quinquennat Macron étaient pourtant claires : suppression de l'ISF, baisse des allocations familiales, réforme du Code du travail et de l'assurance chômage.

Alors pourquoi les Français de la classe moyenne lui ont-ils accordé un second mandat sachant que sa politique les pénalise ?

Il faut croire que les hommes et femmes de l'opposition n'étaient pas assez crédibles aux yeux de ceux qui se sont déplacés pour voter. Fort heureusement, le vote pour les députés a montré que ces mêmes électeurs ne lui ont pas donné un blanc-seing comme ce fut le cas lors de la précédente élection de l'Assemblée nationale.

(suite p 2)  
Frédérique et Pascal (ATTAC Gisors)

25 ans d'ATTAC à Rouen



25 ans d'ATTAC, la préparation

Depuis quelques mois, nous nous activons pour préparer cet événement.

Pendant les réunions en visioconférence, les idées fusent.

Le matin, nous prévoyons une déambulation de rue comme nous l'avons déjà fait à Louviers et à Gisors, afin de manifester notre belle existence. Le comité de Louviers propose d'agrémenter cette déambulation par les chorégraphies des Rosies.

Nous ne réfléchissons pas plus. Ce sera une première pour nous, mais oui il faut le faire.

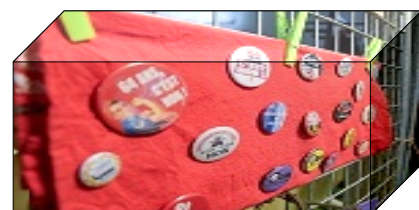
Qui dit anniversaire dit rétrospective ! Le comité de Gisors propose de faire des panneaux retraçant l'historique des activités de chaque comité local depuis leur création.

ATTAC Rouen se charge de définir le parcours, de prévenir les autorités, de prévenir la presse, de confectionner des affiches et des cartes d'invitation avec la participation d'un artiste peintre, Gérôme David, de faire des tracts et de les distribuer.

La date approchant, tous les détails sont passés en revue.

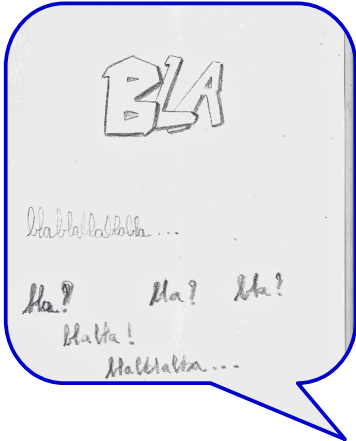
Pour le repas du midi, une auberge espagnole n'est pas envisageable car nous serons trop nombreux. L'idée émerge alors de proposer un repas, préparé par la Confédération paysanne qui est en phase avec nos valeurs. De la même manière, nous voulons montrer l'exemple et ne pas utiliser de vaisselle jetable. Les comités de Dieppe, de Rouen et de Gisors se chargeront donc d'apporter le maximum d'assiettes, de verres et couverts pour 65 personnes.

(suite p 3)



Il ne suffit pas de constater cette incongruité, il nous faut comprendre et agir pour faire bouger les choses.

Les politologues nous disent que face à la peur de déclassement, de plus en plus de personnes ont complètement abandonné l'espace public et même leur droit de vote.



À chaque élection, la question du faible nombre de votants fait l'objet de débats et de commentaires politiques. Mais elle est très vite oubliée.

Les parties d'extrême droite exploitent cette peur à leur profit, ce qui leur permet de « récupérer » des mécontents qui n'auraient probablement pas voté sinon, car ils pensent que la gauche et la droite, c'est du pareil au même. Ces gens issus des classes moyennes et ouvrières ont l'impression, à juste titre, d'être les grands perdants de l'évolution de la société de plus en plus libérale et individualiste.

Les partisans de la droite libérale en sortent gagnants. Ils ont tout intérêt à rester discrets sur le sujet et à ne pas favoriser le dialogue avec la société civile. C'est exactement ce que fait notre président. Il ignore les syndicats, les corps intermédiaires, les mouvements sociaux.

Dans cette situation, la mobilisation du plus grand nombre au fait démocratique est absolument nécessaire.



La loi pour passer la retraite à 64 ans a montré que face à un aveuglement idéologique et une dérive anti-démocratique du président, la population a répondu à l'appel des syndicats et des associations pour se mobiliser. Peut-on y voir une remobilisation plus globale pour la « chose politique » ?

Modifier les conditions d'accès à la retraite est bien un fait politique qui ne peut être décidé unilatéralement car annoncé dans un programme politique lors d'une élection.

L'implication et la participation citoyennes sur la politique et les choix de société au-delà des moments électoraux est souhaitable et nécessaire. Par exemple, pour lutter contre la crise climatique, le moment démocratique de la convention citoyenne pour le climat a été un grand succès, salué par tous. Tant et si bien que le gouvernement n'a repris que 10 % des propositions et n'est pas prêt à réitérer ce genre d'exercice.

Une participation plus collective à la vie de la cité pourrait favoriser la réconciliation des Français avec les décisions politiques qui les concernent, diminuer les frustrations et violences que nous voyons de plus en plus à l'encontre des hommes et femmes politiques, et surtout instaurer une vigilance afin de moins laisser nos gouvernants décider pour nous des mesures qui favorisent les intérêts particuliers (suppression de l'ISF, autorisation des mégabassines pour favoriser les

gros agriculteurs exportateurs au détriment des petits agriculteurs, privatisation des profits et renationalisation des pertes). D'après le journal Challenges, les 500 fortunes françaises pesaient 5 % du PIB il y a 25 ans, c'est 38 % aujourd'hui (Challenges, Valérie Xandry\_20.08.2021).

Dans les exemples à suivre, nous pouvons citer le maire de Kingsheim, Jo Spiegel, qui avait mis en place dans sa ville des conseils participatifs pour toutes les grandes décisions de la commune. Ils étaient composés à 40 % de volontaires, 20 % de personnes directement concernées et 40 % de citoyens tirés au sort. Afin de prendre des décisions en connaissance de cause, les membres de ces conseils recevaient une formation préalable comme ce fut le cas pour la convention citoyenne pour le climat.



Le conseil municipal des jeunes (CMJ) mis en place dans quelques mairies est également une initiative à développer, car c'est un lieu d'apprentissage de la citoyenneté.

En l'absence d'incitation du pouvoir en place, il nous faut nous mobiliser pour exiger plus de démocratie participative.

À défaut, partout la création de mouvement citoyen comme les Soulèvements de la terre, ou les collectifs du type Non à l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres, par exemple, montre que la mobilisation alliée à une bonne communication est nécessaire pour ne plus laisser faire la politique par les politiciens sans le consentement des citoyens.

C'est aussi le moyen de faire de la politique autrement et de voir émerger d'autres leaders qui pourront peut-être un jour prétendre à des fonctions électives.

Frédérique et Pascal (ATTAC Gisors)

### 25 ans d'ATTAC, le jour J dans la matinée

D'abord, comme il se doit, accueil des militants avec un petit café et des viennoiseries.

Nous installons les panneaux rétrospectifs sur les grilles prévues à cet effet.

Certain·e·s en profitent pour réviser ou apprendre les chorégraphies des Rosies emmené·e·s par l'équipe de Louviers.

Rendez-vous devant le Palais de Justice - rue Jeanne d'Arc à 10h45. Il pleut de plus en plus fort. Nous attendons un peu, puis à la première



accalmie, nous nous lançons. Jean de Dieppe et Michèle de Rouen font un petit discours introductif, puis nous commençons les chorégraphies, pendant que d'autres distribuent des tracts ATTAC.

Nous partons ensuite vers la place du Vieux Marché encadrés par les motards de la police nationale.

Cette déambulation se termine à l'autre extrémité de la place du Vieux Marché, dans la joie et la bonne humeur. Nous avons été vu·e·s, entendu·e·s.



Nous avons reçu des encouragements, parfois du scepticisme. Mais cette visibilité dans les villes est un bon moyen de communication à l'échelle locale.

Nous regrettons simplement que la presse locale n'ait pas joué le jeu : aucun journaliste ne s'est déplacé.

### 25 ans d'ATTAC, le jour J dans l'après-midi

Le temps étant resté incertain, le repas du midi a été pris, en intérieur, dans une ancienne école, bâtiment dédié aux associations rouennaises et mis à disposition par la Ville de Rouen : la Maison des Associations et de la Solidarité (MAS).

Avec un peu de retard sur le planning de la journée, nous avons ensuite écouté les intervenants venus de Paris, Gilles Sabatier et Vincent Gay, puis interagit avec eux.



Gilles a retracé l'histoire d'ATTAC en expliquant la formidable adaptation et agilité de notre mouvement, la création des comités locaux, les évolutions sur les thèmes climatiques, la capacité à se rassembler avec d'autres associations pour créer des dynamiques.



Vincent est revenu sur le contexte national et extra national des événements politiques et géopolitiques de ces dernières années.

Les membres et sympathisants ont quant à eux exprimé leurs doutes et leurs difficultés à mobiliser au niveau local, à sensibiliser le public qui est le plus impacté par tout ce que nous combattons : les jeunes des quartiers et les gens de milieux modestes.

Il fallait bien fêter cet anniversaire.



Après le débat, une chorale militante, la ChorAlternative, a chanté avec passion et énergie dans une belle communion avec nous tous, leur public du moment.

Puis nous avons terminé la journée avec un concert d'une

exceptionnelle qualité avec un chanteur sympathisant, Christian Leclercq, qui était venu pour l'occasion avec un très grand pianiste synthé, Alain Nascimento, et Antoine Mouton non moins grand accordéoniste.



### 25 ans d'ATTAC, le jour d'après

Malgré la fatigue, nous sommes toutes et tous regonflé·e·s à bloc. Notre fonctionnement, en nous regroupant sous le label ATTAC 276 (ensemble des comités locaux de l'Eure et de la Seine Maritime), est un succès. Nous sommes une équipe soudée maintenant qui a envie de faire bouger les choses.

Pascal-Frédérique (ATTAC Gisors)

Michèle (ATTAC Rouen)

## Un autre monde est possible...

La première des choses à faire pour bâtir un nouveau monde est de sortir du paradigme économique de la croissance, prôné par tous les économistes libéraux qui défendent le capitalisme financier. C'est la base de notre monde dont l'indicateur de croissance est le PIB (Produit Intérieur Brut). Plus il augmente, plus nos gouvernants occidentaux sont optimistes ! Il faut absolument qu'il s'accroisse pour montrer aux banques et aux actionnaires la bonne santé de notre économie ! Même les catastrophes permettent de faire croître le PIB, en prévision de la reconstruction.

Une croissance infinie est seule capable de maintenir cet « équilibre », à l'instar du vélo qui tombe dès que l'on n'appuie plus sur les pédales !

C'est donc la consommation effrénée qui permet cette croissance, grâce à la publicité, au marketing, l'accès facile au crédit, l'augmentation du temps de travail, si chère à notre président (cf retraites), l'obsolescence programmée des produits...

Il est clair que cette méthode conduit à brève échéance à une impasse mortelle. Tout le monde sait que les ressources de la terre sont limitées, et aujourd'hui, il n'est plus question de nier qu'il est grand temps de cesser l'extractivisme et

l'utilisation de produits carbonés, si l'on veut rester dans une fourchette d'augmentation des températures compatibles avec la vie sur terre.

Au plan social, dans notre société dite « de consommation », certains peuvent consommer plus que d'autres ! De plus en plus de personnes sont marginalisées dans la misère, alors que la richesse des classes supérieures n'a jamais autant progressé.

Au plan mondial, il en est de même. Les pays dits « en voie de développement » depuis plus de 50 ans (!) n'ont guère progressé. En réalité, le pillage de leurs richesses n'a pas cessé bien qu'ils soient officiellement décolonisés. Leurs dirigeants ont été soigneusement choisis par les grands de ce monde afin de les maintenir sous contrôle. Et ceux qui ont voulu s'affranchir des puissances capitalistes, comme Patrice Lumumba au Congo, sont morts de mort violente.

Ce sont ces richesses, minières notamment, qui ont assuré cette fameuse croissance dont nous sommes si fiers. D'autres puissances ont maintenant pris le relais pour le pillage de l'Afrique, la Chine, la Russie, l'Inde...

Un autre monde est possible... et il y a beaucoup à faire !

D'abord, il faut comprendre qu'il

s'agit d'un vrai changement culturel : la valorisation des individus ne doit plus passer par la possession de biens mais par l'épanouissement de l'être. Bien entendu, il faut d'abord assurer la justice sociale sans laquelle tout le reste n'est que discours. Les services publics doivent reprendre leur place de bien commun et être élargis à d'autres fonctions, par exemple les transports collectifs dont la gratuité serait un gage de développement. Les énergies et les ressources rares comme l'eau, doivent être distribuées équitablement...

Un tel changement nécessite de revoir les valeurs transmises dès le plus jeune âge par l'éducation et l'école, en finir avec la concurrence et la compétition, promouvoir les comportements solidaires...

Des signes de changement encore ténus, mais porteurs d'espoir, peuvent s'observer dans les comportements de nouveaux collectifs militants, tels que « les Soulèvements de la terre », comme l'étaient aussi le Mouvement des Gilets Jaunes, et les militants de Notre Dame des Landes... Il va nous falloir apprendre de ces expériences afin de sortir des routines militantes et nous joindre ainsi à cette population jeune et engagée.

*Françoise (ATTAC Rouen)*



Fondée en 1998, Attac est une association qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature.

Mouvement d'éducation populaire, l'association produit des analyses et expertises, organise des manifestations et des événements, mène des campagnes et des actions.

Adhérer ou faire un don à Attac, c'est nous permettre d'agir en toute indépendance et nous aider à traquer sans relâche les banques et les multinationales prédatrices.

Passer à l'Attac c'est aussi la possibilité de rejoindre l'un des cent groupes locaux qui agissent partout en France, de se former et de participer à nos campagnes et actions symboliques ou désobéissantes.

En adhérant à Attac vous recevrez le journal trimestriel *Lignes d'Attac*, par courrier ou par courriel.

**Alors n'attendez plus !**

La volonté de dissoudre le mouvement des Soulèvements de la Terre (SdT) est une nouvelle preuve de la peur de ceux qui planifient le désastre et en tirent profit. C'est tout l'arsenal répressif qu'ils mettent en branle. Mais on ne peut dissoudre une idée, un mouvement.

Plus de 3000 personnalités ont décidé de rendre publique un appel à rejoindre les SdT, signé aujourd'hui par plus de 150 000 personnes.

Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, persiste dans sa volonté hargneuse de dissoudre ce collectif écologique, procédure lancée le 29 mars 2023, à la suite de la manifestation de Sainte-Soline contre les méga bassines et l'accaparement de l'eau, le samedi 25 mars.

Cette méthode rappelle qu'il ne fait plus bon de sortir de chez soi pour manifester son opposition à la politique gouvernementale. Un dispositif militaire conçu pour terrifier au risque de tuer. Un dispositif d'une brutalité inouïe, allant jusqu'à l'obstruction de l'arrivée des secours, pour protéger un symbole, celui de leur autorité, jusqu'à mutiler ces éco terroristes et dissoudre leur regroupement.

#### **« Nous sommes les Soulèvements de la terre »**

Car, nous, ATTAC Rouen, n'acceptons pas, au fil des interventions des ministres de ce gouvernement, qu'ils décident de taxer d'ultragauche tout ce qui se met en travers de leur chemin. Au gré des recyclages de cette appellation, elle recouvre désormais celle d'opposant, toutes catégories confondues.

Nous, ATTAC Rouen, n'acceptons pas que Darmanin veuille dissoudre le collectif des "Soulèvements de la Terre".

Nous, ATTAC Rouen, n'acceptons pas, non plus, que ce même ministre envisage de "regarder les subventions données par l'État à la LDH, dans le cadre des actions qu'ils ont pu mener". Alors, à quand la dissolution d'ATTAC qui ose souvent "critiquer" et "s'opposer" aux décisions arbitraires et répressives de ce gouvernement ???

#### **Un comité rouennais des Soulèvements de la Terre**

Le 23 avril 2023, à Rouen, voit se créer un comité local des Soulèvements de la Terre qui participe à l'organisation du festival des « bâtons dans les routes ».

Alors, naturellement, ATTAC Rouen a rejoint le comité local composé essentiellement de jeunes militants et militantes actifs/actives et très mobiles.

Alors, naturellement, ATTAC Rouen a rejoint le comité local composé essentiellement de jeunes militants et militantes actifs/actives et très mobiles.

Festival « des bâtons dans les routes », 6 mai 2023 : l'appel de la forêt face au bitume.

Plus de 1 000 opposants au projet d'autoroutes à l'est de Rouen, qui menace de détruire 516 hectares de forêts, des espaces naturels et des terres agricoles, se sont réunis à Léry (Eure).

« Promenons-nous dans les bois, tant que l'autoroute n'y est pas, si la route y était, tout serait bétonné ! »

Cette comptine détournée est le mot d'ordre de ce rassemblement organisé par le collectif Non à l'A133-A134, les Soulèvements de la Terre et les Naturalistes des terres.

Ce festival-action militant, se veut à la fois « familial, festif, naturaliste, instructif et déterminé », du 5 au 8 mai 2023. Il reprend ces paroles de peuples autochtones amérindiens : « Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants » ; « Quand ils auront coupé le dernier arbre, pollué le dernier ruisseau, pêché le dernier poisson. Alors ils s'apercevront que l'argent ne se mange pas ».

La coalition "La Déroute des Routes" était également présente pour sensibiliser aux mobilités de transport alternatives au routier.

Au cours de la journée du 6 mai 2023 étaient présents les comités d'ATTAC Rouen et Dieppe.

#### **Café ATTAC du 25.05 2023**

Pour prolonger cette action et continuer à soutenir les SdT et la LDH, le comité local d'ATTAC Rouen a organisé un café débat, le 25 mai 2023, dont le titre était « Libertés-Résistances »

Les intervenant.e.s étaient des militantes des Soulèvements de la Terre et des militants de la LDH, puisque ces deux organisations sont menacées, par Darmanin et le gouvernement, de « dissolution » pour l'une et de suppression de subventions pour l'autre.

Lors de ses interventions, les libertés fondamentales, les violences, les répressions ont été abordées. Les propos se sont ouverts sur la « décivilisation », le « syncrétisme », l'« a deus corpus », le fichage, l'observatoire des violences policières, le projet de loi relatif aux JO 2024, etc.

Les 38 personnes présentes ont participé ensuite au débat, sous forme d'interventions ou/et de questions parfois juridiques. Café instructif, passionnant, convivial !

#### **Suspension de la dissolution des SdT**

Rappel : parce qu'ils ont été considérés comme des écoterroristes les SdT se sont vus menacés de dissolution, par décret, en application du code de la sécurité intérieure en menant « des manifestations armées ou à des agissements violents à l'encontre des personnes ou des biens ».

Oui, mais voilà, le Conseil d'État (CE) a prononcé la suspension de ce décret le 11 août 2023, pour son illégalité et non pour des raisons de forme, « doutant sérieusement de la légalité de cette décision. »

C'est une première victoire pour les libertés publiques. Le Gouvernement a échoué dans sa tentative de diabolisation des membres des SdT et c'est un revers majeur pour G. Darmanin. Il n'a pas convaincu le CE que le collectif « cautionne d'une quelconque façon les violences à l'encontre des personnes ». Le CE juge que ces actions « se sont inscrites dans des prises de position du collectif en faveur d'initiative de désobéissance civile et de "désarmement" de dispositifs portant atteinte à l'environnement, dont il revendique le caractère symbolique ».

La résistance non violente de celles et ceux qui s'opposent à l'atteinte portée à l'environnement est ainsi justifiée et légitimée en recourant à la désobéissance civile.

Attac se réjouit de cette suspension, en attendant la décision définitive, probablement à l'automne.

*Dominiq et Michèle (ATTAC Rouen)*

## La mortalité infantile augmente en France

Une étude parue dans la revue scientifique *The Lancet*, le 1er mars 2022, montre que, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la mortalité des nourrissons, avant leur premier anniversaire, a augmenté en France depuis 2012. Parmi les causes de ce phénomène, la pauvreté et le manque d'accès aux soins.

« Un point d'alerte sur la santé publique qui a vraiment du sens »

« La mortalité infantile est un point d'alerte sur la santé publique qui a vraiment du sens. Une baisse est le symbole d'un système sanitaire qui se porte bien. Au contraire, une hausse dénote un dysfonctionnement », dit Grégoire Rey, directeur du Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès à l'Inserm et co-auteur de l'étude.

Ainsi, l'anthropologue Emmanuel Todd prédisait, dès 1976, l'effondrement socioéconomique de l'URSS, en s'appuyant sur cet indicateur en parallèle avec un système soviétique déjà en grande difficulté. Dans le cas français, les auteurs de l'étude se contentent de poser un constat sans en affirmer les causes.

### Un lien entre lieu de naissance et surmortalité

Magali Barbieri, démographe à l'Institut national des études démographiques (Ined) se risque à corréliser la hausse de la mortalité infantile avec l'augmentation de la précarité. Outre les cas particuliers de la Guyane et de Mayotte, où les chiffres sont gonflés par les nombreuses femmes surinamiennes et comoriennes qui viennent

accoucher, après un voyage souvent périlleux, c'est dans les Antilles, à la Réunion et en Seine-Saint-Denis que l'on retrouve les taux les plus élevés de mortalité infantile (5,3 soit près de deux points au-dessus de la moyenne métropolitaine).

### Pauvreté et disparition des maternités

Le lien entre la pauvreté et la recrudescence de la mortalité infantile a été établi en



Grande-Bretagne, confronté à une situation similaire, comme démontrée dans une étude publiée en 2019 dans la revue médicale *BMJ Open*, pour un tiers de ces mortalités, liées aux « réductions durables des prestations sociales accordées aux familles avec enfants depuis 2010 ».

Certaines décisions en matière de pure politique de santé ont pu jouer dans le regain de la mortalité néonatale.

Selon une étude du géographe Emmanuel Vigneron, la logique de réduction des coûts aurait entraîné la disparition de 338 maternités sur 835 entre 1997 et

2019. Soit 40 % de maternités en moins en 20 ans. Une situation qui, conjuguée au manque croissant de pédiatres, met en danger la vie des enfants à naître, mais aussi des femmes qui accouchent.

### Politiques sociales et de santé, et autres facteurs

Si les politiques sociales et de santé de ces dernières décennies expliquent assurément une partie du problème, la communauté scientifique invite à la prudence par manque de données, actuel. Les auteurs de l'étude parue dans *The Lancet* estiment que d'autres facteurs peuvent aussi entrer en jeu, comme la définition de ce qu'est un « enfant viable à la naissance ». Magali Barbieri évoque aussi l'augmentation du nombre de naissances multiples liée aux stimulations hormonales, ou du nombre d'accouchements de femmes âgées de plus de quarante ans.

« On ne peut pas se satisfaire de cette situation »

Le message des chercheurs est unanime. « Nous n'étions déjà pas satisfaits du taux de mortalité infantile, plus élevé que chez certains de nos voisins, notamment scandinaves où le taux de mortalité infantile oscille autour 2/1 000. On ne peut pas se satisfaire de cette situation », insiste Grégoire Rey, qui appelle l'État à prendre conscience du problème et à investir dans la recherche pour répondre à ce nouveau défi.

Toutefois, cette étude n'a entraîné aucune réaction des services de l'État.

*Michèle (ATTAC Rouen)*

## La santé au travail

Tous les ans, l'OIT (Organisation Internationale du Travail) se rassemble et rappelle au monde l'enjeu de la santé, de la sécurité au travail et l'importance de la prévention des risques professionnels.

En France, le travail tue :

- Plus de 1 000 accidents mortels du travail et de trajet par an, sont recensés chaque année pour les seuls salariés du privé dépendant du régime général de sécurité sociale, sans compter les accidents du travail non recensés des fonctionnaires, des indépendants et auto-entrepreneurs, des travailleurs détachés, des livreurs, des chauffeurs et autres travailleurs des plateformes (Uber, Deliveroo, etc.)

- Plus de 3 000 décès par cancer et par an sont dus à l'amiante, ou/et liés à des maladies professionnelles, la plupart non reconnues.

- Un travailleur inapte toutes les 2 minutes a été comptabilisé, victime notamment de TMS (troubles musculosquelettiques), de produits cancérigènes, de COVID long et des innombrables dépressions et suicides d'origine professionnelle. En Normandie, 6 243 travailleurs ont été déclarés inaptes en 2019 et la quasi-totalité a été licenciée par la suite.



Les soins et les indemnités journalières sont payés par la sécurité sociale et non par les entreprises responsables, coupables de ces pathologies.

Les féministes ont forgé le terme de « féminicides » pour dénaturer les crimes passionnels. Les personnes mortes au travail ne sont pas victimes de la malchance, mais d'un système d'exploitation. On pourrait parler de « travaillicide » !

Les pratiques patronales et gouvernementales sont maltraitantes :

- sous-traitance en cascade, intérim abusif, travail détaché, intensification généralisée du travail, réorganisation permanente, rendant impossible une réelle prévention,

- suppression des CHSCT, l'instance de représentation des salariés destinée à protéger leur santé au travail,  
- affaiblissement des pouvoirs de l'Inspection du travail et de la médecine du travail transformées en agences de

**ACCIDENTS,  
MALADIES,  
SOUFFRANCE  
AU TRAVAIL...  
HALTE à  
l'impunité  
patronale !**

conseil aux entreprises,

- classement sans suite par la justice de la majorité des infractions patronales signalées par l'Inspection du travail,

- maintien d'une partie de la population salariée en situation de non-droit par la législation xénophobe sur les étrangers, la fragilisant face aux abus patronaux.

Les accidents du travail, les maladies professionnelles, la souffrance au travail, les licenciements pour inaptitude ne sont pas une fatalité, pas plus que les accidents industriels qui pullulent dans le département de Seine-Maritime : Lubrizol, Total, Yara, Borealis, Saipol, Brenntag, Multisol, Exxon, Sénalia, Oril... La liste des employeurs jouant avec la vie des travailleurs et des riverains est longue !

L'adoption d'une législation et d'une réglementation sur les spécificités des risques liés au travail est nécessaire, notamment l'introduction de la notion de crimes industriels dans le Code pénal, avec des sanctions exemplaires et des poursuites pénales systématiques. La prévention des travailleurs doit être renforcée.

Encore une occasion où ATTAC Rouen a montré qu'elle était sensible aux problèmes spécifiques des travailleurs des entreprises SEVESO (ou non) et dangereuses pour leur santé, en participant au rassemblement du 28.04.2023.

*Michèle (ATTAC Rouen)*

*Quelques dates à noter...*

Samedi 28 octobre : **Assemblée générale Attac Rouen**  
10h - 12h30  
Maison des Associations et de la Solidarité  
22 bis rue Dumont d'Urville  
76000 ROUEN

4 novembre : Fête des 25 ans d'Attac à Paris  
18 novembre : Assemblée générale Attac France à Paris  
18 et 19 novembre : Rencontre des comités locaux à Paris



## Le Guide du Rouen colonial et des communes proches

Lors de notre dernier journal de février 2023, nous vous avons proposé la lecture de ce livre, en vous indiquant que nous vous donnerions plus de détails postérieurement. Donc, voici quelques explications données par l'éditeur.

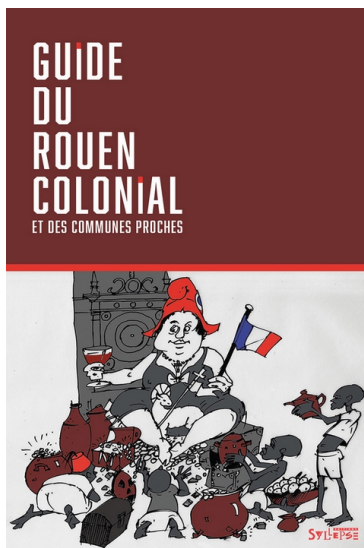
L'idée de ce livre, qui donne un autre regard sur la ville, en rendant visibles les traces de l'histoire coloniale, est née lors des débats au sein du Collectif de défense des Libertés fondamentales sur l'origine du racisme tel qu'il existe en France aujourd'hui. Une équipe de six rédactrices et de rédacteurs, historien-ne-s, militant-e-s, spécialistes de ces questions, s'est constituée pour le rédiger collectivement.

La France est une puissance coloniale depuis plus de quatre siècles, et la colonisation joue un rôle central dans la constitution des richesses actuelles. Ce livre nous montre en quoi les noms des rues, des places, des boulevards, des quais, des écoles, des collèges et des lycées, les statues, les monuments, témoignent du rôle de Rouen dans cette histoire. Par exemple au cours du 18e siècle, le pôle normand Rouen/Le Havre/Honfleur est le deuxième centre de commerce des esclaves en France, après Nantes.

Ces traces nous content une histoire qui honore, célèbre, rend

hommage aux acteurs directs de la colonisation, conquérants, entrepreneurs, financeurs des expéditions ou du commerce d'esclaves, aux militaires qui se sont illustrés dans la colonisation brutale de la fin du 19e siècle, ou qui se sont faits théoriciens de l'inégalité des races qui justifiait ces conquêtes, voire défend les « bienfaits de la civilisation ».

Ce



petit livre aide à mettre en lumière l'histoire coloniale vécue par des millions d'êtres humains, de colonisé-e-s, d'esclaves qui, sans l'avoir choisi et sous la contrainte, ont permis la magnificence de cette ville, de cette agglomération. Car la colonisation a causé la destruction des pays et des sociétés en Afrique,

aux Amériques, en Asie, des génocides, des massacres, l'esclavage, l'écrasement des luttes de tous les peuples qui refusaient cette domination française.

À une première partie constituée d'une indexation de ces noms dans la ville de Rouen et des communes proches, ainsi que de quelques personnalités qui ont combattu ces diverses politiques coloniales, s'ajoutent quelques éclairages sur des questions particulières liées à la place de la ville dans cette histoire. On y trouvera des focus sur la colonisation du Nouveau monde au 16e siècle, sur les présentations des « sauvages », les « villages nègres », sur le muséum d'histoire naturelle, sur la place particulière des riches entrepreneurs dans le commerce triangulaire dont les fortunes ont joué un rôle dans le développement de l'industrie locale.

Ce livre se veut un jalon dans la lutte contre toutes les formes de racisme, une contribution à l'édification d'un avenir commun avec tou-te-s les descendant-e-s de l'histoire coloniale, qui ne peut se faire en occultant les crimes et les massacres de la colonisation, de l'asservissement et de l'esclavage, souhaite travailler à la décolonisation des imaginaires en étant accessible au plus grand nombre.

Éditions Syllepse 156 pages, 10 €

## Le haïku de l'hirondelle

Le fil électrique à l'infini s'étire nostalgique des pattes frêles des hirondelles.

J'ai toujours en tête la vue du fil électrique qui bordait (et le borde encore !) la route communale perpendiculaire au petit chemin qui conduit aux maisons familiales (celle de ma grand-mère et celle de ma mère, plus petite). Dans la laiterie de ma grand-mère, il y avait plusieurs nids d'hirondelles et elles revenaient chaque année. La partie supérieure de la porte était toujours entrouverte pour permettre aux oiseaux d'aller et venir à leur guise.



Ces dernières années, on les compte sur les doigts d'une main.

À certaines époques, le fil électrique était couvert d'hirondelles. J'ai longtemps cru qu'elles ne se

posaient que sur les fils électriques puisque je n'en voyais pas dans les arbres ! D'après ce que m'a dit un cousin il y a quelques années, il paraît que j'avais dit un jour que je voulais me marier avec une hirondelle !

Liliane (ATTAC Dieppe)

**Super Profiteurs**, le nouveau livre d'Attac et de l'Observatoire des multinationales

Sur avril-juin 2023, le CAC40 a distribué 49,6 milliards d'euros de dividendes, record battu ! Les multinationales françaises gavent les actionnaires et matraquent le reste de la population : hausses de prix, salaires en berne...

Dans Super profiteurs, Attac et l'Observatoire des multinationales démontent les travers économiques, sociaux et écologiques des groupes du CAC40. Avec, à la clé, des pistes pour en finir avec l'impunité des multinationales françaises.

